

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12426]

14 MARS 2019. — Décret visant à renforcer la gratuité d'accès à l'enseignement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans l'article 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est inséré un 43^o rédigé comme suit :

« 43^o frais scolaires » : les frais afférents à des services et fournitures portant sur des activités organisées dans le cadre de l'enseignement dispensé par les écoles organisées ou subventionnées durant les périodes d'apprentissages prévues dans l'horaire des élèves. Sont aussi considérés comme frais scolaires les droits d'accès à la piscine, les droits d'accès aux activités culturelles et sportives et les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s). ».

Art. 2. Dans l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le 5^o, le mot « scolaires » est inséré entre le mot « frais » et le mot « réclamés »;
- b) dans le 6^o, le mot « scolaires » est inséré entre le mot « frais » et les mots « visés au 5^o »;
- c) il est inséré un 10^o et un 11^o rédigés comme suit :

« 10^o d'informer les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ou les élèves majeurs sur les dispositions décrétales et réglementaires applicables en matière de gratuité d'accès à l'enseignement et de veiller à leur bonne application au sein de l'école;

11^o de recevoir une information claire et transparente de la part du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française ou du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française concernant les moyens relatifs à la gratuité d'accès reçus ou collectés, directement ou indirectement, et l'utilisation de ceux-ci.»

Art. 3. L'article 76, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o un document informatif relatif à la gratuité d'accès à l'enseignement établi et mis à disposition des écoles par les Services du Gouvernement reprenant au moins la définition décrétales de « frais scolaires » et les articles 100 à 102 du présent décret.

Art. 4. L'article 100 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 100. - § 1^{er}. Des dotations et des subventions de fonctionnement annuelles et forfaitaires sont accordées pour couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des écoles, et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire.

En outre, dans l'enseignement maternel ordinaire et spécialisé, il est octroyé aux écoles organisées ou subventionnées un montant forfaitaire de 50 euros par élève inscrit, affecté spécifiquement aux frais et fournitures scolaires. Ce montant vise prioritairement l'achat des fournitures scolaires définies comme étant tous les matériels nécessaires à l'atteinte des compétences de base telles que définies dans les socles de compétences initiales de la Communauté française. Ce montant peut également couvrir les frais scolaires liés à l'organisation d'activités scolaires ou de séjours pédagogiques avec nuitée(s). Ce montant est versé chaque année au mois de mars. Il est calculé sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école à la date du 30 septembre de l'année précédente, multiplié par un coefficient de 1,2, et est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas. Il est indexé annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

Tout pouvoir organisateur ayant reçu les montants visés à l'alinéa 2 tient à la disposition des Services du Gouvernement aux fins de contrôle, au plus tard pour le 31 janvier de l'année suivant l'année scolaire pour laquelle les montants ont été accordés, les justificatifs de l'ensemble des dépenses effectuées, et ce, pendant une durée de dix ans. Si dans le cadre d'un contrôle, il apparaît que les montants reçus n'ont pas été affectés à l'achat de fournitures scolaires, à l'organisation d'activités scolaires ou de séjours pédagogiques avec nuitée(s), le montant octroyé devra être retourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours à dater de la notification adressée au pouvoir organisateur concerné.

§ 2. Dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu. Sans préjudice du paragraphe 3, un pouvoir organisateur ne peut en aucun cas formuler lors de l'inscription ou lors de la poursuite de la scolarisation dans une école une demande de paiement, directe ou indirecte, facultative ou obligatoire, sous forme d'argent, de services ou de fournitures.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu hors les cas prévus, d'une part, par l'article 12, § 1^{er}bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et, d'autre part, par l'article 59, § 1^{er}, de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement. Sans préjudice des dispositions du présent alinéa et des paragraphes 4 à 6, un pouvoir organisateur ne peut en aucun cas formuler lors de l'inscription ou lors de la poursuite de la scolarisation dans une école une demande de paiement, directe ou indirecte, facultative ou obligatoire, sous forme d'argent, de services ou de fournitures.

§ 3. Dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, sans préjudice des alinéas 2 et 3, aucun frais scolaire ne peut être perçu et aucune fourniture scolaire ne peut être réclamée aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, directement ou indirectement.

Seuls les frais scolaires suivants, appréciés au coût réel, peuvent être perçus :

1^o les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés;

2^o les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement arrête le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou pour l'ensemble des années d'étude de l'enseignement maternel;

3° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou pour l'ensemble des années d'étude de l'enseignement maternel.

Seules les fournitures scolaires suivantes ne sont pas fournies par les écoles :

- 1° le cartable non garni;
- 2° le plumier non garni;
- 3° les tenues vestimentaires et sportives usuelles de l'élève.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 2, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés. Les montants fixés en application de l'alinéa 2, 2° et 3°, sont annuellement indexés en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 4. Dans l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés comme perception d'un minerval les frais scolaires appréciés au coût réel suivants :

- 1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés;
- 2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement primaire;
- 3° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement primaire.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés. Les montants fixés en application de l'alinéa 1^{er}, 2 et 3°, sont indexés annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 5. Dans l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés comme perception d'un minerval les frais scolaires appréciés au coût réel suivants :

- 1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés;
- 2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement secondaire;
- 3° les photocopies distribuées aux élèves; sur avis conforme du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le montant maximum du coût des photocopies par élève qui peut être réclamé au cours d'une année scolaire;
- 4° le prêt de livres scolaires, d'équipements personnels et d'outillage;
- 5° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement secondaire.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé à l'élève majeur ou aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5°, ne peuvent pas être cumulés en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés. Les montants fixés en application de l'alinéa 1^{er}, 2° et 5°, sont indexés annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 6. Dans l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, les frais scolaires suivants peuvent être proposés à l'élève s'il est majeur, ou à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, pour autant que le caractère facultatif ait été explicitement porté à leur connaissance :

- 1° les achats groupés;
- 2° les frais de participation à des activités facultatives;
- 3° les abonnements à des revues.

Ils sont proposés à leur coût réel pour autant qu'ils soient liés au projet pédagogique.

§ 7. Les pouvoirs organisateurs sont tenus, dans la perception des frais, de respecter les dispositions de l'article 11.

Les pouvoirs organisateurs n'impliquent pas les élèves mineurs dans le processus de paiement et dans le dialogue qu'ils entretiennent avec les parents ou la personne investie de l'autorité parentale à propos des frais scolaires et des décomptes périodiques.

Le non-paiement des frais ne peut en aucun cas constituer, pour l'élève, un motif de refus d'inscription ou d'exclusion définitive ou de toute autre sanction même si ces frais figurent dans le projet pédagogique ou dans le projet d'établissement.

Les pouvoirs organisateurs peuvent, dans l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, mettre en place un paiement correspondant au coût moyen réel des frais scolaires visés aux paragraphes 4 et 5.

Dans l'enseignement obligatoire, aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, pour la délivrance de ses diplômes et certificats d'enseignement ou de son bulletin scolaire.

§ 8. La référence légale et le texte intégral du présent article sont reproduits dans le règlement d'ordre intérieur de chaque école ainsi que sur l'estimation des frais réclamés visée à l'article 101, § 1^{er}, et les décomptes périodiques visés à l'article 101, § 2.

Art. 5. Dans le même décret, l'article 101 est remplacé par ce qui suit :

« Article 101. - § 1^{er} Avant le début de chaque année scolaire, et à titre d'information, une estimation du montant des frais réclamés et de leur ventilation est portée par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

§ 2. Au cours de chaque année scolaire, des décomptes périodiques sont portés par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

Chaque décompte périodique détaille, par élève et pour la période couverte, l'ensemble des frais réclamés, leurs montants, leurs objets et le caractère obligatoire ou facultatif de ceux-ci, et mentionne les modalités et les éventuelles facilités de paiement.

La période qui peut être couverte par un décompte périodique est de minimum un mois et de maximum quatre mois. Avant le début de chaque année scolaire, les pouvoirs organisateurs informent l'élève s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, de la périodicité choisie.

Par dérogation à l'alinéa 3, à la demande des parents et pour les frais dont le montant excède cinquante euros, les pouvoirs organisateurs doivent prévoir la possibilité d'échelonner ceux-ci sur plusieurs décomptes périodiques. Les pouvoirs organisateurs informent préalablement et par écrit l'élève s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, de l'existence de cette possibilité. Le montant total à verser ainsi que des modalités de l'échelonnement sont également communiqués par écrit et la quotité réclamée afférente à la période couverte figure dans le décompte périodique.

Les frais qui ne figurent pas dans un décompte périodique ne peuvent en aucun cas être réclamés.

Les pouvoirs organisateurs qui ne réclament aucun frais sur l'ensemble de l'année scolaire ne sont pas tenus de remettre les décomptes périodiques visés au présent paragraphe.

Art. 6. Dans le même décret, l'article 102 est remplacé par ce qui suit :

« Article 102. - § 1^{er}. Lorsqu'il constate une violation aux articles 100 et 101, le Gouvernement peut, dans le respect de la procédure énoncée au paragraphe 2, prononcer une des sanctions suivantes :

1° l'avertissement;

2° une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 2500 euros;

3° en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait, pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

Outre l'application de l'une des sanctions visées à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur rembourse intégralement les minervals ou les montants trop perçus. En cas de refus d'obtempérer ou si les minervals ou les montants trop perçus dépassent le montant de la sanction appliquée, le Gouvernement suspend le versement des dotations ou des subventions de l'école en matière de fonctionnement comme en matière de traitement, jusqu'au remboursement intégral des minervals ou des montants trop perçus.

A défaut de payer l'amende dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le Gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majoré de 2,5%.

§ 2. Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement aux articles 100 et 101 est porté à leur connaissance, les Services du Gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à leur information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les Services du Gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le Gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 2.»

Art. 7. L'article 100, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que remplacé par l'article 4 du présent décret, est applicable à la deuxième et à la troisième année de l'enseignement maternel ordinaire durant l'année scolaire 2019-2020, ainsi qu'à la troisième année de l'enseignement maternel ordinaire durant l'année scolaire 2020-2021.

Art. 8. L'article 100, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 3, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que remplacé par l'article 4 du présent décret, n'est pas applicable aux élèves de la deuxième et de la troisième année de l'enseignement maternel ordinaire durant l'année scolaire 2019-2020, ainsi qu'aux élèves de la troisième année de l'enseignement maternel ordinaire durant l'année scolaire 2020-2021.

Art. 9. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre de l'article 100 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le présent décret, en particulier son paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et en fait rapport au Parlement au cours de l'année 2024.

Art. 10. Sans préjudice de l'article 8, l'article 100, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que remplacé par l'article 4 du présent décret, entre en vigueur le 31 mars 2019.

Art. 11. Sauf en ce qui concerne l'entrée en vigueur prévue à l'article 10, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et
de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de
Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 765-1. - Amendements en commission, n° 765-2. - Rapport de
commission, n° 765-3. - Amendements en séance n° 765-4. - Texte adopté en séance plénière, n° 765-5
Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/12426]

14 MAART 2019. — Decreet tot versteviging van de kosteloze toegang tot het onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een punt 43° ingevoegd, luidend als volgt:

“43° schoolkosten: de kosten voor diensten en benodigdheden die betrekking hebben op activiteiten die worden georganiseerd in het kader van het onderwijs door scholen die worden georganiseerd of gesubsidieerd tijdens de leerperiodes die in de lestijden van de leerlingen zijn voorgeschreven. De schoolkosten omvatten ook de kosten voor toegang tot het zwembad, de kosten voor culturele en sportieve activiteiten en de kosten voor pedagogische korte reizen met overnachting(en). ».

Art. 2. Aan artikel 69, § 1, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) In punt 5°, worden de woorden “geëiste kosten” vervangen door de woorden “geëiste schoolkosten”;
- b) In punt 6°, worden de woorden “kosten bedoeld bij punt 5°” vervangen door de woorden “de schoolkosten bedoeld bij punt 5°”;
- c) Er worden twee punten 10° en 11° ingevoegd, luidend als volgt:

“10° de verantwoordelijkheid om de ouders, de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of de meerderjarige leerlingen te informeren over de decreten en reglementen die van toepassing zijn op de kosteloze toegang tot het onderwijs en het zorgen voor de correcte toepassing ervan binnen de school;

11° het verkrijgen van duidelijke en doorzichtige informatie van de inrichtende macht in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd of van het inrichtingshoofd van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, met betrekking tot de middelen betreffende de kosteloze toegang die rechtstreeks of onrechtstreeks worden ontvangen of ingezameld, en over het gebruik ervan”.

Art. 3. Artikel 76, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° een informatief document betreffende de kosteloze toegang tot het onderwijs, opgesteld en ter beschikking gesteld van de scholen door de Regeringsdiensten, dat ten minste de decreetdefinitie van “schoolkosten” en de artikelen 100 tot 102 van dit decreet bevat.”.

Art. 4. Artikel 100 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 100. - § 1. Jaarlijkse en forfaitaire werkingsdotaties en -subsidies worden toegekend ter dekking van de kosten voor de werking en de uitrusting van scholen en de kosteloze uitreiking van leerboeken en schoolbenodigdheden aan leerlingen die leerplichtonderwijs volgen.

Bovendien wordt in het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs een forfaitair bedrag van 50 euro per ingeschreven leerling toegekend aan scholen die georganiseerd of gesubsidieerd zijn, specifiek voor het schoolgeld en de schoolbenodigdheden. Dit bedrag is in de eerste plaats bestemd voor de aankoop van schoolbenodigdheden, d.w.z. al het materiaal dat nodig is om de basisvaardigheden te verwerven die in de initiële competentiesokkels van de Franse Gemeenschap zijn gedefinieerd. Dit bedrag kan ook de schoolkosten dekken die verband houden met de organisatie van schoolactiviteiten of pedagogische reizen met overnachting(en). Dit bedrag wordt elk jaar in maart betaald. Het wordt berekend op basis van het aantal leerlingen dat op 30 september van het voorafgaande jaar regelmatig op de school is ingeschreven, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.2, en wordt naar boven afgerond als het eerste cijfer achter de komma ten minste 5 bedraagt, tot de lagere eenheid in de andere gevallen. Het wordt jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen van het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

Elke inrichtende macht die de in lid 2 bedoelde bedragen heeft ontvangen, houdt uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het schooljaar waarvoor de bedragen zijn toegekend, gedurende tien jaar bewijsstukken van alle uitgaven ter beschikking van de Regeringsdiensten voor controle. Indien in het kader van een controle blijkt dat de ontvangen bedragen niet zijn gebruikt voor de aankoop van schoolbenodigdheden, het organiseren van schoolactiviteiten of pedagogische korte reizen met overnachtingen, moet het toegekende bedrag binnen 60 dagen na de kennisgeving aan de betrokken inrichtende macht worden terugbetaald aan de Regeringsdiensten.

§ 2. In het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs mogen geen directe of indirecte kosten in rekening worden gebracht. Onverminderd paragraaf 3 kan een inrichtende macht in geen geval een aanvraag om directe of indirecte, facultatieve of verplichte betaling in de vorm van geld, diensten of benodigdheden indienen wanneer zij zich voor een school inschrijft of blijft inschrijven.

In het gewoon en gespecialiseerd lager en secundair onderwijs mogen geen directe of indirecte schoolkosten worden aangerekend, behalve zoals bepaald in artikel 12, § 1bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in artikel 59, § 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs. Onverminderd hetgeen in dit lid en de leden 4 tot en met 6 bepaald is, kan een inrichtende macht in geen geval een aanvraag om directe of indirecte, facultatieve of verplichte betaling in de vorm van geld, diensten of benodigdheden doen bij de inschrijving of voortzetting van de inschrijving in een school, indienen.

§ 3. In het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs mogen, onverminderd het tweede en derde lid, geen schoolkosten en geen schoolbenodigdheden rechtstreeks of onrechtstreeks worden gevorderd van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.

Alleen de volgende schoolkosten, geëvalueerd tegen de werkelijke kosten, kunnen worden geïnd:

1° toegangsrechten tot het zwembad en de daarmee verband houdende verplaatsingen;

2° het recht op toegang tot culturele en sportactiviteiten in het kader van het pedagogische project van de inrichtende macht of het inrichtingsproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering bepaalt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle jaren van kleuteronderwijs aanspraak kan maken;

3° de kosten van pedagogische reizen met overnachting(en) die door de school worden georganiseerd en die deel uitmaken van het onderwijsproject van de inrichtende macht of het inrichtingsproject, alsmede de daarmee verband houdende reizen. De Regering stelt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, vast waarop een school per leerling aanspraak kan maken voor een studiejaar, een groep studiejaar en/of voor alle studiejaar in het voorschoolse onderwijs.

Alleen de volgende schoolbenodigdheden worden niet door de scholen geleverd:

1° de niet-gevulde tas;

2° het niet-gevulde pennenbakje;

3° de gebruikelijke kleding en sportkleding van de leerling.

Geen leverancier of merk van schoolbenodigdheden, standaardkleding of sportkleding of voorschriften die hetzelfde effect hebben, mag/mogen worden opgelegd aan ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen.

De toegestane schoolkosten, bedoeld in lid 2, 1 tot 3°, kunnen niet worden gecumuleerd tegen een enkele forfaitaire vergoeding. Ze worden toegewezen aan specifieke en effectief georganiseerde diensten. De onder lid 2, 2° en 3° vastgestelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen van het voorgaande kalenderjaar de verhouding toe te passen tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor januari van het voorgaande kalenderjaar.

§ 4. In het gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs worden de volgende schoolkosten die op basis van de werkelijke kosten worden vastgesteld, niet beschouwd als een bijdrage in het inschrijvingsgeld:

1° toegangsrechten tot het zwembad en de daarmee verband houdende verplaatsingen;

2° het recht op toegang tot culturele en sportactiviteiten in het kader van het pedagogische project van de inrichtende macht of het inrichtingsproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering stelt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, vast waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaren en/of gedurende alle studiejaren in het lager onderwijs aanspraak kan maken;

3° de kosten van pedagogische korte reizen met overnachting(en) die door de school worden georganiseerd en die deel uitmaken van het pedagogische project van de inrichtende macht of het inrichtingsproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering stelt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, vast waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaren en/of gedurende alle studiejaren in het lager onderwijs aanspraak kan maken.

Geen leverancier of merk van schoolbenodigdheden, standaardkleding of sportkleding of voorschriften die hetzelfde effect hebben, mag/mogen worden opgelegd aan ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen.

De toegestane schoolkosten bedoeld in lid 1, 1° tot 3°, kunnen niet gecumuleerd worden tegen een enkele forfaitaire vergoeding. Ze worden toegewezen aan specifieke en effectief georganiseerde diensten. De met toepassing van lid 1, 2 en 3 vastgestelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen over het voorafgaande kalenderjaar de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen over de maand januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer over de maand januari van het voorafgaande kalenderjaar toe te passen.

§ 5° In het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs worden de volgende schoolkosten, die op basis van de werkelijke kosten worden vastgesteld, niet beschouwd als een bijdrage in het inschrijvingsgeld:

1° toegangsrechten tot het zwembad en de daarmee verband houdende verplaatsingen;

2° het recht op toegang tot culturele en sportactiviteiten in het kader van het pedagogische project van de inrichtende macht of het inrichtingsproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering stelt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, vast waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaren en/of gedurende alle studiejaren in het secundair onderwijs aanspraak kan maken;

3° fotokopieën uitgedeeld aan studenten; op eensluidend advies van de "Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire" (Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs) stelt de Regering het maximumbedrag vast van de kosten van fotokopieën per leerling die in de loop van een schooljaar kunnen worden aangevraagd;

4° het uitlenen van schoolboeken, persoonlijke uitrusting en gereedschap;

5° de kosten van pedagogische korte reizen met overnachting(en) die door de school worden georganiseerd en die deel uitmaken van het pedagogische project van de inrichtende macht of het inrichtingsproject, alsmede de daarmee verband houdende verplaatsingen. De Regering stelt het totale maximumbedrag, inclusief alle belastingen, vast waarop een school per leerling voor een studiejaar, een groep studiejaren en/of gedurende alle studiejaren in het secundair onderwijs aanspraak kan maken.

Geen enkele leverancier of merk van schoolbenodigdheden, standaardkleding of sportkleding of voorschriften die hetzelfde effect hebben, mag/mogen worden opgelegd aan de volwassen leerling of aan de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.

De toegestane schoolkosten bedoeld in lid 1, 1° tot 5°, kunnen niet gecumuleerd tegen een enkele forfaitaire vergoeding. Ze worden toegewezen aan specifieke en effectief georganiseerde diensten. De onder lid 1, 2° en 5° vastgestelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door op de bedragen over het voorafgaande kalenderjaar de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand januari van het lopende kalenderjaar en het indexcijfer voor de maand januari van het voorafgaande kalenderjaar toe te passen.

§ 6. In het gewoon en gespecialiseerd lager en secundair onderwijs kunnen de volgende schoolkosten worden voorgesteld aan de leerling indien deze meerderjarig is, of aan zijn ouders of aan de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is, op voorwaarde dat hij uitdrukkelijk is geïnformeerd over de facultatieve aard ervan:

1° groepsaankopen;

2° de kosten voor de deelname aan optionele activiteiten;

3° abonnementen op tijdschriften.

Ze worden aangeboden tegen hun werkelijke kosten voor zover ze gekoppeld zijn aan het pedagogische project.

§ 7° Bij de inning van de kosten nemen de inrichtende machten de bepalingen van artikel 11 in acht.

De inrichtende machten betrekken de minderjarige leerlingen niet bij het betalingsproces en de dialoog die zij met de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent over de schoolkosten en de periodieke rekeningen voeren.

Het niet-betalen van de kosten kan voor de leerling in geen geval een reden zijn om inschrijving te weigeren of permanente uitsluiting of enige andere sanctie op te leggen, ook niet als deze kosten zijn opgenomen in het pedagogische project of in het inrichtingsproject.

De inrichtende machten kunnen in het gewoon en gespecialiseerd lager en secundair onderwijs een vergoeding instellen die overeenkomt met de werkelijke gemiddelde kosten van de in de leden 4 en 5 bedoelde schoolkosten.

In het leerplichtonderwijs mogen geen recht of kosten, direct of indirect, worden aangerekend aan de leerling, zijn ouders of de persoon met het ouderlijk gezag voor de uitreiking van zijn diploma's en getuigschriften of zijn schoolresultaten.

§ 8. De juridische verwijzing en de volledige tekst van dit artikel worden opgenomen in het huishoudelijk reglement van iedere school, alsook in de raming van de geëiste kosten bedoeld in artikel 101, § 1 en de periodieke rekeningen bedoeld in artikel 101, § 2.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt artikel 101 vervangen door het volgende:

"Artikel 101. - § 1. Vóór het begin van elk schooljaar en ter informatie wordt een raming van het bedrag van de aangevraagde kosten en de verdeling daarvan ter kennis gebracht van de leerling indien hij meerderjarig is, of van zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is.

§ 2. In de loop van elk schooljaar worden periodieke schriftelijke verklaringen afgelegd aan de leerling indien deze meerderjarig is, of aan zijn ouders of aan de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent indien hij minderjarig is.

In elke periodieke rekening worden per leerling en voor de betrokken periode alle aangevraagde kosten, de bedragen, het doel en de verplichte of facultatieve aard van deze kostenopgave vermeld, alsmede de voorwaarden en de eventuele betalingsfaciliteiten.

De periode die door een periodieke verrekening kan worden gedekt is minimaal één maand en maximaal vier maanden. Vóór het begin van elk schooljaar stellen de inrichtende machten de leerling, of zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is, in kennis van de gekozen frequentie.

In afwijking van lid 3 moeten de inrichtende machten, op verzoek van de ouders en voor uitgaven van meer dan 50 euro, voorzien in de mogelijkheid om deze over verschillende periodieke opgaven te spreiden. De inrichtende machten stellen de leerling vooraf schriftelijk in kennis van het bestaan van deze mogelijkheid, of zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij meerderjarig is. Het totale te betalen bedrag en de voorwaarden van de termijn worden eveneens schriftelijk meegedeeld en het voor de betrokken periode gevorderde deel wordt in de periodieke opgave opgenomen.

Kosten die niet in een periodieke opgave staan, kunnen in geen geval worden aangevraagd.

De inrichtende machten die geen kosten voor het gehele schooljaar aanvragen, zijn niet verplicht de in deze paragraaf bedoelde periodieke overzichten in te dienen.

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt artikel 102 vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 102. - § 1. Wanneer zij een inbreuk op de artikelen 100 en 101 vaststelt, kan de Regering, overeenkomstig de procedure van de tweede paragraaf, één van de volgende straffen opleggen:

1° de waarschuwing;

2° een boete, waarvan het bedrag niet minder dan 250 euro en niet meer dan 2500 euro mag zijn;

3° in geval van herhaling binnen vijf jaar, de intrekking van alle dotaties of werkingssubsidies voor het lopende schooljaar voor de bedoelde school.

Naast de toepassing van één van de in het eerste lid bedoelde straffen betaalt de inrichtende macht de onverschuldigde verkregen vergoedingen of bedragen volledig terug. In geval van weigering om terug te betalen of indien de te veel betaalde schoolkosten of de te veel betaalde bedragen het bedrag van de toegepaste straf overschrijden, schort de Regering de betaling van de aan de school toegekende dotaties en werkingssubsidies of loonsubsidies op totdat het teveel betaalde schoolgeld of de te veel betaalde bedragen volledig zijn terugbetaald.

Indien de boete niet binnen drie maanden na kennisgeving van de straf wordt terugbetaald, zal de Regering het bedrag van de boete verhoogd met 2,5% in mindering laten brengen van de dotaties of verwerkingssubsidies van de betrokken school.

§ 2. Zodra zij kennis krijgen van een klacht die of een feit dat een schending of overtreding van de artikelen 100 en 101 zou kunnen zijn, onderzoeken de Regeringsdiensten de zaak en kunnen zij elke persoon horen die een nuttige bijdrage kan leveren tot hun informatie.

Wanneer zij bewijzen hebben dat een misdrijf is gepleegd, stellen de Regeringsdiensten de bevoegde inrichtende macht in kennis van hun klachten. Deze heeft 30 dagen tijd om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen te maken.

De Regering neemt een beslissing binnen zestig dagen na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn."

Art. 7. Artikel 100, § 4, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals vervangen door artikel 4 van dit decreet, is van toepassing op het tweede en derde jaar van het gewoon kleuteronderwijs tijdens het schooljaar 2019-2020 evenals op het derde jaar van het gewoon kleuteronderwijs tijdens het schooljaar 2020-2021.

Art. 8. Artikel 100, § 1, tweede en derde lid, en § 3, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals vervangen door artikel 4 van dit decreet, is niet van toepassing op de leerlingen van het tweede en derde jaar van het gewoon kleuteronderwijs gedurende het schooljaar 2019-2020, noch op de leerlingen van het derde jaar van het gewoon kleuteronderwijs gedurende het schooljaar 2020-2021.

Art. 9. De Regering evalueert de uitvoering van artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij dit decreet, inzonderheid paragraaf 1, tweede lid, en brengt tijdens het jaar 2024 er verslag over uit aan het Parlement.

Art. 10. Onverminderd artikel 8, treedt artikel 100, § 1, tweede en derde lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals vervangen door artikel 4 van dit decreet, op 31 maart 2019 in werking.

Art. 11. Behoudens wat betreft de inwerkingtreding bepaald in artikel 10, treedt dit besluit in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuhuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 765-1. - Commissieamendementen, nr. 765-2.- Commissieverslag nr. 765-3. - Vergaderingamendementen, nr. 765-4. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 765-5. Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/12446]

20 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels généraux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 149;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels généraux;

Vu le test genre du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n^o 175 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 15 janvier 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 janvier 2019;

Vu l'avis n^o 65.351/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 8, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels généraux, les mots « administratif et » sont supprimés.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Bruxelles, le 20 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/12446]

20 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van de algemene residentiële diensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van de algemene residentiële diensten;